

Les groupes armés refont surface en Ituri, en Province Orientale. Raison pour laquelle des associations féminines invitent le gouvernement central à rétablir l'autorité de l'Etat dans ce district de la Province Orientale.

Réunies, le samedi 19 octobre, une trentaine de femmes issues d'associations féminines ont appelé le gouvernement congolais à mettre un terme à l'activisme des miliciens de la Force de résistance populaire en Ituri (FRPI) de Cobra Matata, en territoire d'Irumu et des rebelles fidèles à Morgan, à Mambasa, dans le district de l'Ituri (Province Orientale).

Elles ont lancé cet appel au cours d'une journée de réflexion organisée, grâce à l'appui de la section Genre et Famille, sur l'appropriation du plan d'action national de la RDC sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'Onu, relative à la paix, sécurité et protection des droits de la femme, rapporte radiokapi.net.

Se confiant à la presse, le chef de bureau Genre, Famille et Enfant, en poste à Bunia, Marie-Louis Uronya Fwanuti, a indiqué que l'existence des groupes armés freine l'avancement du processus d'appropriation de la Résolution 1325 dans cette contrée. Avant de déclarer : «Nous demandons au gouvernement de restaurer la paix en Ituri et de faire participer la femme à ce processus de restauration de la paix qui lui permettra de s'approprier la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'Onu».

## **Interpellation**

Par ailleurs, la même source rapporte que la milice FRPI et les hommes de Morgan sont accusés de perpétrer plusieurs exactions, notamment les viols, les violences et les tueries contre les femmes en Ituri.

Pour rappel, le vice-Premier ministre et ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants, Alexandre Luba Ntambo, avait au terme d'une mission effectuée la semaine dernière en Ituri, loué les efforts fournis par des troupes loyalistes dans la restauration de l'autorité de l'Etat dans le territoire d'Irumu.

A en croire Alexandre, toutes les localités jadis occupées par les miliciens de la FRPI sont désormais sous contrôle des Forces armées de la République démocratique du Congo. Il avait, par ailleurs, demandé à la population locale de se désolidariser de ces miliciens pour le retour d'une paix durable dans la région.

Le vice-Premier ministre et ministre en charge de la Défense avait, toutefois, reconnu que l'insécurité persiste encore dans certains territoires du district de l'Ituri, mais il s'était dit confiant. Et de conclure : «Je crois que le sentiment général est une satisfaction et nous allons continuer les opérations pour sécuriser totalement le district». De son côté, le chef de la Monusco a jugé inacceptable que des parties du Congo-Kinshasa soient occupées par des groupes armés.

A l'instar de ces associations féminines, bon nombre d'observateurs sont d'avis que la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du district de l'Ituri est un palliatif non négligeable qui nécessite d'être pris en compte par Kinshasa.